# Suisse sans armée : les socialistes sous influence

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **26 (1989)**

Heft 937

PDF erstellt am: **04.06.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1010888

**Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

**Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

**http://www.e-periodica.ch**

*SUISSE SANS ARMEE*

# Les socialistes sous influence

(*jd*) D'abord ils laissent leurs députés se débrouiller lors du débat parlementaire; la fraction, dans sa majorité, a rejeté l'initiative «Pour une Suisse sans armée et une politique globale de paix», sans pour autant adhérer à la conception actuelle de la défense nationale. Puis, samedi dernier, réunis en comité central, ils optent pour la liberté de vote. Enfin, en juin, ils tiendront un congrès extraordinaire pour débattre de la défense nationale.

Aux dernières élections fédérales, les socialistes ont subi un revers important; ils ont peine à mobiliser leurs troupes et à donner d'eux une image crédible. Pourtant il ne semble pas que le parti ait encore tiré les leçons de cet échec. Face à l'initiative d'un groupe marginal, sympathique dans son objectif mais politiquement erronée (cf. DP 932), il réagit dans le désordre, plus soucieux de ménager les antimilitaristes que d'affirmer clairement sa position propre. Une attitude qui ne contribue guère à améliorer son image et à attirer des électeurs. Ce qu'on aurait espéré: un débat dans les sections, puis un congrès reflétant ce débat afin que les députés puissent s'appuyer sur une position mûrie et démocratiquement élaborée.

*DEVOIR DE RESERVE*

# US, my love

(*jd*) Klaus Jacobi a été notre ambassadeur à Washington. Aujourd'hui, il prend la fonction de secrétaire d'Etat au Département des affaires étrangères. A l'occasion de ce changement de poste le diplomate helvétique a accordé une interview au *Tages-Anzeiger* (21 janvier 1989). Admirateur inconditionnel du président Reagan, Jacobi justifie l'attitude des Etats-Unis à l'égard de l'ONU (gel du versement des cotisations) et de l'UNESCO (retrait); il juge catastrophique la manière dont Jimmy Carter a conduit sa politique en matière de droits de l'homme. Un regret pourtant: si le Congrès avait appuyé Reagan dans sa volonté d'aider militairement la Contra, il n'y aurait plus aujourd'hui de problème au Nicaragua. Klaus Jacobi a le droit d'avoir son opinion sur la politique américaine et d'en faire part aux autorités helvétiques. Mais ce n'est pas le rôle du représentant d'un pays neutre d'afficher publiquement ses préférences politiques et de légitimer les efforts de déstabilisation à l'égard d'un pays, le Nicaragua, avec lequel nous entretenons des rapports diplomatiques.

Jusqu'à présent, ces déclarations incongrues n'ont pas suscité de réactions officielles. Que n'aurait-on entendu, par contre, si l'ambassadeur suisse dans un pays africain avait prôné une aide accrue au Congrès national africain pour hâter la chute du régime raciste de Pretoria! On attend donc de René Felber qu'il tance vertement son nouveau bras droit; et, le cas échéant, qu'il s'en sépare si ce haut fonctionnaire ne comprend pas les devoirs inhérents à sa charge.

*LIECHTENSTEIN*

# A chacun sa crise politique

(*cfp*) Le Liechtenstein est le pays étranger où il y a proportionnellement le plus de Suisses, puisqu'ils représentent plus du 15% de la population. Au surplus, la Principauté s'offre elle aussi une crise politique. Dernière monarchie germanique, le Liechtenstein doit réélire son parlement, dissout par le prince Hans-Adam. En effet, ce conseil (Landtag) n'était plus en mesure de prendre des décisions en raison de l'absence des sept élus du parti minoritaire. Ceux-ci boycottaient les séances à la suite du refus du parti majoritaire (huit élus) de nommer une commission d'enquête pour se prononcer sur les agissements contestés du président de la cour suprême du pays. Cette absence de quorum a guidé la décision du prince, et le nouveau parlement, qui passera de 15 à 25 membres, pourrait compter un troisime parti, de tendance conservatrice.

Malgré ses structures démocratiques, le Liechtenstein a un régime différent de la Suisse et de l'Autriche, ses voisines. Le prince possède des pouvoirs gouvernementaux encore importants, exercés par le prince Hans-Adam qui gouverne depuis quatre ans, par délégation de son père. Il ne veut pas se contenter de laisser les autorités élues traiter les affaires sous sa bienveillante surveillance et a des idées personnelles sur ce qui convient à son pays, sur l'art de gérer les affaires et sur la collaboration internationale. On ne serait pas étonné qu'il réussisse à faire adhérer le Liechtenstein aux Nations-Unies et notre pays pourrait bientôt devoir répondre à une demande de révision importante des traités nous liant avec la Principauté. On prétend aussi que le prince Hans-Adam a aussi des contacts avec la rédaction du journal marginal d'opposition *Maulwurf* (la taupe), ce qui scandalise la bonne société locale.

Le Liechtenstein est certainement autant, sinon plus, ouvert au monde que la Suisse. On connaît la domiciliation sur son sol de sociétés importantes et les connaisseurs de la bourse suivent la progression des titres bancaires de la Principauté à la suite de mesures prises par la Suisse dans certains domaines financiers. La banque nationale, Liechtensteinische Landesbank, bénéficiant de la garantie de l'Etat, a passé l'année dernière le cap des cinq milliards de francs au bilan et le bénéfice brut a augmenté sensiblement. Elle n'est pas la seule à prospérer.

Ces jours, les partis désignent leurs candidats. Les résultats sont encore imprévisibles, mais une situation politique inédite pourrait sortir des urnes en mars.

*INITIATIVES*

# Anti-nucléaire n'est pas vaudois

(*pi*) En 1987, un comité d'initiative conduit par Alternative socialiste verte déposait deux initiatives dans le canton de Vaud: l'une, constitutionnelle, s'intitule «Sortir du nucléaire» et l'autre, législative, «Comment sortir du nucléaire?».

Le Conseil d'Etat a rendu publique sa position sur ces deux textes la semaine dernière et le moins qu'on puisse dire est que si le fond ne surprend guère, la forme est choquante. Personne ne s'attendait en effet à ce que l'Exécutif leur apporte son soutien, mais on ne comprend pas cette démolition systématique, exécutée avec un acharnement d'autant moins excusable que les Vaudois se sont montrés anti-nucléaires à deux reprises, acceptant des initiatives fédérales pourtant rejetées par la majorité du peuple et des cantons.